

I - QUESTIONS A CHOIX MULTIPLES (45%)

1. La responsabilité primaire pour ce qui est de la pertinence des informations fournies dans les états financiers d'une société publique réside avec

A: Le partenaire responsable de la mission d'audit

B : La direction de la société

C : L'auditeur chargé du travail d'audit

D : La Commission des Operations Boursières

2. Lors de l'élaboration d'une stratégie préliminaire d'audit, un auditeur devrait considérer

A: Le montant alloué au risque d'échantillonnage pour voir s'il dépasse la limite supérieure de précision atteinte

B : Les conclusions des tests substantifs effectués à des périodes intérim

C : Les renseignements demandés aux avocats du client afin d'identifier d'éventuels litiges, réclamations ou évaluations non déclarés dans les états financiers

D : Sur le niveau planifié du risque de contrôle

3. Le risque inhérent et le risque de contrôle sont différents du risque de détection dans le fait que le risque inhérent et le risque de contrôle

A: Sont des éléments de risques d'audit alors que le risque de détection ne l'est pas.

B : Peuvent être changés à la discrétion de l'auditeur alors que le risque de détection ne peut pas être changé

C : Sont considérés au niveau du solde individuel des comptes alors que le risque de détection ne l'est pas.

D : Dépendent du client et de son environnement alors que le risque de détection n'en dépend pas.

4. Selon le principe de base qui soutient les procédures analytiques

A: Les tests statistiques des informations financières pourraient révéler des erreurs matérielles dans les états financiers

B : L'étude des ratios financiers est une alternative acceptable à l'examen des fluctuations inhabituelles

C : Il peut être raisonnablement attendu que les relations entre les données existent et continueront d'exister en l'absence de conditions connues contraires.

D : Ces procédures ne peuvent pas remplacer les tests des balances et des transactions

5. Lors de l'élaboration de programmes écrits d'audit, un auditeur devrait fixer les objectifs spécifiques de l'audit qui sont essentiellement liés

A: A la périodicité des procédures d'audit
 B : Au rapport cout-bénéfice de la collecte de preuves
 C : Aux techniques choisies d'audit
 D : Aux assertions concernant les états financiers

6. Au moment de considérer la matérialité aux fins de planification, un auditeur estime que les erreurs dont le montant total s'élève à 10.000\$ auraient un effet important sur le compte de résultat d'une entité, mais que les erreurs devraient s'élever à un total de 20.000\$ pour affecter de manière importante le solde. D'habitude, il serait convenable d'établir des procédures d'audit qui devraient révéler des erreurs totalisant

A: \$10,000
 B: \$15,000
 C: \$20,000
 D: \$30,000

7. Un expert-comptable agréé établit des politiques et des procédures relatives au contrôle de qualité pour décider s'il faut accepter un nouveau client ou continuer à fournir des services au client actuel. Le but primaire pour établir de telles politiques et procédures consiste

A: A permettre à l'auditeur de confirmer l'intégrité et la fiabilité d'un client
 B: A se conformer aux normes de contrôle de qualité établies par des autorités de réglementation
 C: A minimiser la probabilité d'association avec des clients dont la direction manque d'intégrité
 D: A réduire l'exposition à des litiges résultant de l'incapacité à détecter des irrégularités dans les états financiers du client

8. Un membre de l'Ordre des Experts Comptables Agréés au Liban en exercice doit être indépendant en réalité et en apparence lorsqu'il fournit l'un des services suivants ?

	<i>Préparation d'une déclaration fiscale</i>	<i>Compilation de prévisions financières</i>	<i>Compilation d'états financiers personnels</i>
A	Oui	Non	Non
B	Non	Oui	Oui
C	Non	Non	Oui
D	Non	Non	Non

9. Utiliser le modèle de risque d'audit pour calculer le risque d'audit (au pourcentage le plus proche) dans les cas suivants :

- 40% Risque de contrôle
- 40% Risque inhérent
- 40% Risque de détection

- A: 1%.
- B: 6%.
- C: 13%.
- D: 40%.

10. Si le contrôle interne est établi de manière approprié, le même employé ne devrait pas être autorisé à

- A: Signer des chèques et annuler des documents justificatifs
- B : Recevoir la marchandise et préparer un rapport de réception.
- C : Préparer des bordereaux de décaissement et signer des chèques.
- D : Présenter une demande pour commander des marchandises et approuver la marchandise reçue

11. La séparation des tâches fonctionnelles nécessite la séparation de

- A : Autorisation, approbation et exécution des fonctions.
- B : Autorisation, exécution et fonctions de paiement.
- C : Fonctions de réception, expédition et sauvegarde.
- D : Autorisation, enregistrement et sauvegarde.

12. Laquelle des procédures suivantes fournirait la preuve d'audit la plus fiable ?

- A : Demande de renseignements au personnel d'audit interne du client.
- B : Inspection d'ordres d'achats des clients numérotés et déposés dans le département des fournisseurs à payer.
- C : Méthodes analytiques effectués par l'auditeur sur la balance générale des comptes.
- D : Inspection des relevés bancaires obtenus directement de l'institution financière du client.

13. Utiliser la méthode du ratio d'échantillonnage pour calculer le solde de fin d'année des comptes des fournisseurs sous audit d'après les données suivantes :

	<u>Nombre de comptes</u>	<u>Solde au grand livre</u>	<u>Balance auditée</u>
Population	4 100	\$ 5 000 000	?
Échantillon	200	\$ 250 000	\$ 300 000

- A : \$ 6 150 000
 - B : \$ 6 000 000
 - C : \$ 5 125 000
 - D : \$ 5 050 000
-

14. Lequel des suivants indiquerait le plus l'existence de parties liées ?

- A : Enregistrer un stock périmé juste avant la fin de l'exercice.
 - B : Ne pas corriger préalablement les déficiences de contrôle interne identifiées.
 - C : Dépendance sur un seul produit pour le succès de l'entité.
 - D : Emprunter de l'argent à un taux nettement inférieur au taux du marché.
-

15. Lors de l'audit des opérations des parties liées, un auditeur met principalement l'accent sur

- A : La confirmation de l'existence de parties liées.
 - B : La vérification de l'évaluation des opérations entre parties liées.
 - C : L'évaluation des déclarations des opérations entre parties liées.
 - D : Déterminer les droits et obligations des parties liées.
-

16. La troisième norme du champ de travail déclare que l'évidence suffisante et compétente peut, en partie, être obtenue grâce à l'inspection, l'observation, les enquêtes et confirmations, pour supporter une opinion sur les États financiers sous audit. L'évidence requise par la présente norme, en partie, est obtenue par des

- A : Procédures analytiques.
 - B : Feuilles de travail d'audit.
 - C : Examen du contrôle interne.
 - D : Une bonne planification de la mission d'audit.
-

17. La plupart des travaux de l'auditeur indépendant pour formuler une opinion sur les États financiers consiste en

- A : La considération du contrôle interne.
 - B : L'obtention et l'examen d'évidences.
 - C : L'examen des transactions au comptant.
 - D : La comparaison des données enregistrées aux actifs.
-

18. La direction prépare des estimations comptables, et l'auditeur est chargé d'évaluer le caractère raisonnable des estimations. Lequel de ce qui suit ne serait pas objectif de l'auditeur lors de l'évaluation des estimations ?

- A : Toutes les estimations comptables qui pourraient être significatifs pour les États financiers ont été mis au point.

B : Les estimations comptables mis au point par la direction sont exactes avec 100 % de certitude.

C : Les estimations comptables mis au point par la direction sont raisonnables.

D : Les estimations comptables sont présentées conformément aux normes internationales d'information financière.

19. L'absence de détection d'erreurs monétaires matérielles dans les États financiers est un risque que l'auditeur atténue principalement par

A : Effectuer des tests substantifs.

B : Effectuer des tests de contrôles.

C : Évaluer le contrôle interne.

D : Obtenir une lettre de représentation du client.

20. Suite aux procédures analytiques, l'auditeur indépendant détermine que le pourcentage de bénéfice brut a diminué de 30 % de l'année précédente à 20 % dans l'année en cours. L'auditeur devrait

A : Inclure un paragraphe explicatif dans le rapport d'audit en raison de l'incapacité du client à poursuivre son exploitation.

B : Évaluer les performances de la direction à l'origine de ce déclin.

C : Exiger des notes explicatives dans les états financiers.

D : Considérer la possibilité d'une déclaration inexacte dans les États financiers.

21. Les méthodes analytiques utilisées dans la planification d'un audit devraient se concentrer sur l'identification de(s)

A: Faiblesses importantes dans le contrôle interne.

B: La prévisibilité des données financières des transactions individuelles.

C: Diverses assertions qui sont incarnées dans les États financiers.

D: Zones qui peuvent représenter des risques spécifiques pertinents à l'audit.

22. lequel des suivants est le moins probable pour inclure une référence à l'utilisation d'un spécialiste ?

A: Opinion sans réserve.

B: Opinion adverse.

C: « Sauf pour » opinion réservée .

D: « Sous réserve de » opinion réservée.

23. Parmi les procédures d'audit de fin d'année, l'auditeur demande au personnel du client de préparer une demande de confirmation standard à la banque pour un compte bancaire clôturé au cours de l'année. Suite à la signature du trésorier du client, la confirmation a été envoyée par le trésorier-adjoint. Quel est le défaut majeur dans cette procédure d'audit ?

- A: La demande de confirmation a été signée par le trésorier.
 - B: l'envoi de la confirmation est inutile car le compte a été clôturé avant la fin de l'exercice.
 - C: La demande a été envoyée par le trésorier-adjoint.
 - D: L'auditeur n'a pas signé la demande de confirmation avant de l'envoyer
-

24. Confirmation des comptes individuels des clients est une preuve de ce qui suit:

- A: Possibilité de recouvrement des soldes confirmé.
 - B: Propriété des soldes confirmé.
 - C: Existence des soldes confirmé.
 - D: Contrôle interne sur les soldes confirmés.
-

25. Quand un auditeur conclut qu'il existe un doute sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation pendant une période raisonnable de temps, la responsabilité de l'auditeur consiste à

- A: Préparer l'information financière prospective afin de vérifier si les plans de la direction peuvent être implémentés efficacement.
 - B: Événements et conditions futures du projet pour une période ne devant pas dépasser un an à compter de la date des États financiers.
 - C: Exprimer une opinion réservée ou adverse, selon l'importance relative, en raison des effets possibles sur les États financiers.
 - D: Examiner la suffisance des notes explicatives sur l'incapacité éventuelle de l'entité à poursuivre son exploitation.
-

26. Un changement important d'estimation comptable

- A: Nécessite une modification de la consistance dans le rapport d'audit et dans les notes des États financiers.
 - B: Nécessite une modification de la consistance dans le rapport d'audit, mais n'exige pas la modification dans les notes des États financiers.
 - C: Affecte la comparabilité et peut exiger une note explicative aux États financiers, mais ne nécessite pas une modification de la consistance dans le rapport d'audit
 - D: Implique l'acceptabilité des principes comptables généralement utilisés.
-

27. Comment les responsabilités de la direction et la responsabilité de l'auditeur sont représentés dans le rapport d'audit standard ?

	<u>Responsabilité de la direction</u>	<u>Responsabilité de l'auditeur</u>
A	Explicitement	Explicitement
B	Implicitement	Implicitement
C	Implicitement	Explicitement
D	Explicitement	Implicitement

28., Généralement conçu, le « Comité d'audit » devrait être composé de

A: des représentants des partenaires majoritaires (obligations, actions privilégiées, des actions ordinaires).

B: Le partenaire de l'audit, le chef des services financiers, le conseiller juridique et au moins un étranger.

C: Des représentants de la direction du client, les investisseurs, les fournisseurs et les clients.

D: Membres du Conseil d'administration qui ne sont pas des agents ou employés.

29. Lequel des suivants un auditeur fait explicitement et implicitement lors de l'émission d'une opinion sans réserve ?

	<u>Conformité avec les IFRS</u>	<u>Suffisance de la divulgation</u>
A	Explicitement	Explicitement
B	Implicitement	Implicitement
C	Implicitement	Explicitement
D	Explicitement	Implicitement

30. Un auditeur fait-il la représentation suivante explicitement ou implicitement à l'émission du rapport standard d'audit sur les États financiers comparatifs ?

	<u>Application uniforme des principes comptables</u>	<u>Examen des éléments probants sur une base de test</u>
A	Explicitement	Explicitement
B	Implicitement	Implicitement
C	Implicitement	Explicitement
D	Explicitement	Implicitement

II Vrai ou faux : (10%)

1. Si un auditeur performe une mission de compilation d'états financiers alors qu'il n'est pas indépendant, un paragraphe supplémentaire devrait être ajouté stipulant ce qui suit : « Nous ne sommes pas indépendants vis-à-vis de la Société XYZ ».
2. Il convient d'utiliser une assurance positive dans un rapport de vérification (review report).
3. L'un des avantages des règles spécifiques au Code de Conduite professionnelle réside dans l'exigence de l'application des normes de conduite et de performance.
4. Les auditeurs décident quelles sont les informations qui doivent être incluses dans les états financiers.
5. Les audits devraient fournir un degré d'assurance pour la détection de fraudes matérielles plus élevé que celui fourni pour une erreur matérielle.
6. L'audit en général ne fournit pas une assurance que les actes illégaux qui n'ont pas d'effet sur les états financiers vont être détectés.
7. Les seuls comptes qui passent par deux cycles ou plus sont la caisse et les clients.
8. Lorsqu'un auditeur décide des informations devant figurer dans les notes aux états financiers relatifs aux obligations (bonds), il est plutôt concerné par les objectifs d'audit relatifs à ces transactions.
9. Dans un audit d'une société privée, les tests de contrôle sont effectués uniquement sur les contrôles internes n'ayant pas été entrepris de manière efficace pendant la période de l'audit.
10. Lorsqu'un auditeur vérifie ou obtient une évidence d'une tierce partie, il suppose que cette tierce partie est indépendante du client.

Etude de cas : (45%)

1- Vous êtes un partenaire en charge de l'audit pour l'année 2012 d'une société privée, Becker Corporation. Le rapport d'audit n'a pas encore été préparé.

Dans chacun des cas suivants (1-8), indiquez la mesure qu'il convient de prendre (a-g). **(8%)**

- a. Opinion sans réserve
- b. Opinion réservée relative aux paragraphes de mission et d'opinion
- c. Opinion réservée
- d. Opinion sans réserve avec un paragraphe explicatif
- e. Opinion sans réserve avec modification (pas de paragraphe explicatif)
- f. Opinion adverse
- g. Opinion désistée

Les situations sont les suivantes:

_____ 1. La société Becker Corporation tient ses comptes relatifs aux immobilisations corporelles selon les valeurs actuelles du marché. Ces valeurs excèdent le cout historique d'un montant significatif, et les effets qui en découlent affectent les états financiers.

_____ 2. La direction de la société Becker Corporation refuse de vous autoriser d'observer l'inventaire, ou de procéder à son dénombrement alors que la valeur de l'inventaire est significative.

_____ 3. Vous n'avez pas pu confirmer les comptes des clients de la société Becker. Par contre, en raison des registres de ventes et d'encaissement, vous avez pu effectuer des procédures alternatives d'audit.

_____ 4. Une semaine avant la fin du travail chez le client, vous découvrez que le directeur de l'audit engagé pour Becker détient une part significative des actions ordinaires de la société.

_____ 5. Vous avez recouru à un autre cabinet d'experts comptables agréés pour effectuer une partie de l'audit. Bien que vous ayez été l'auditeur principal, l'autre cabinet a entrepris l'audit d'une partie significative des états financiers. Vous désirez faire référence à cet autre cabinet dans votre rapport (mais sans le nommer).

_____ 6. Vous avez des doutes sérieux sur la capacité de Becker à poursuivre ses activités.

_____ 7. La société Becker Corporation a changé sa méthode de calcul de l'amortissement en 2012. Vous acceptez le changement qui est proprement mentionné dans les notes aux états financiers.

_____ 8. Dix jours après la date du bilan, l'un des bâtiments de la société Becker a été détruit par un incendie. Becker refuse d'inclure cette information dans des notes aux états financiers, mais vous estimez qu'une telle révélation est nécessaire par souci de conformité aux normes comptables. Le montant de cette perte non assurée était significatif, mais non de manière excessivement significative.

2- Au cours de l'audit du compte de placements à long terme, Arens, l'expert-comptable agréé n'est pas en mesure d'obtenir les états financiers audités d'une entreprise détenue localisée à l'étranger. Levine en conclut l'impossibilité d'obtenir des preuves d'audit appropriées concernant cet investissement.

Pour chacune des situations mentionnées ci-dessous, indiquez le type d'opinion convenable et l'endroit de sa mention dans le rapport. Cochez la case convenable dans le tableau suivant. **(15%)**

Situation	Paragraphe				
	Type d'Opinion	Introduction	Mission	Opinion	Explicatif
1. L'effet potentiel sur les états financiers est négligeable.					
2. L'effet potentiel sur les états financiers est modéré.					
3. L'effet potentiel sur les états financiers est élevé.					

Type d'Opinion	Choix du paragraphe	Paragraphe Explicatif
U Sans reserve	O Omettre	∅ Non requis
Q Avec reserve	N Pas de changement	+ Ajouter avant l'opinion
A Adverse	M Modifier	- Ajouter après l'opinion
D Désistée		

3- Faites correspondre les expressions (a-p) aux définitions (1-7) (7%)

- a. Obligations
- b. Compléter la liste de contrôle de l'engagement
- c. Passifs éventuels
- d. Rapport d'audit portant deux dates
- e. Liste de contrôle des informations à fournir dans les états financiers
- f. Révision indépendante
- g. Demande de renseignements auprès des avocats du client
- h. Lettre de représentation
- i. Autres informations dans les rapports annuels
- j. Examen d'évènements ultérieurs
- k. Evènements ultérieurs
- l. Liste des erreurs non ajustées
- m. Lettre de recommandation adressée à la direction
- n. Réclamation en suspens
- o. Réclamation non affirmée
- p. Révision de la documentation d'audit

_____ 1. Un examen des états financiers et de l'ensemble des dossiers d'audit par un réviseur indépendant auquel l'équipe d'audit devrait justifier les preuves accumulées et les conclusions y afférentes.

_____ 2. Une éventuelle dette future incombant à une partie externe d'un montant non déterminé, résultant d'activités déjà entreprises.

_____ 3. Une communication écrite adressée par le client à l'auditeur, officialisant les déclarations faites par le client au regard de questions relatives à l'audit.

_____ 4. Une réclamation juridique éventuelle adressée à un client lorsque les conditions justifiant une telle réclamation existent, sans pour autant qu'elle ait été présentée.

_____ 5. Les transactions ayant eu lieu après la date du bilan, affectant ainsi la présentation fidèle des états financiers sous audit ainsi que les notes explicatives y relatives.

_____ 6. Accords selon lesquels l'entité est tenue de se conformer à un ensemble déterminé de conditions, comme l'achat ou la vente de marchandises à un prix donné.

_____ 7. Adopter une date pour le rapport d'audit qui serait relative aux événements subséquents ordinaires, et une date ultérieure relative à un événement subséquent ou plus.

4- Vous êtes l'auditeur en charge de l'audit de Swandive Co (Swandive), et vous avez été informé par votre directeur d'audit qu'une fraude est survenue chez le client au cours de l'année : le responsable de la paie a inscrit des employés fictifs, et les salaires ont été versés dans son compte bancaire personnel. Ce responsable a ensuite quitté la société, mais le directeur d'audit s'inquiète que d'autres fraudes aient eu lieu dans le département des ressources humaines.

Requis:

Enumérer, sous forme de points, les procédures qui doivent être suivies au cours de l'audit des salaires suite à l'évaluation d'un risque supplémentaire de fraude par le directeur. **(8%)**

5- Faites correspondre quatre parmi les expressions (a-k) aux définitions ci-dessous (1-8) :

- a Sélection au hasard
- b Echantillonnage par attributs (attributes sampling)
- c Sélection d'échantillons par blocs
- d Echantillonnage rationnel
- e Sélection d'échantillons non probabilistes
- f Sélection d'échantillons probabilistes
- g Echantillon aléatoire
- h Echantillon représentatif
- i Echantillonnage statistique
- j Sélection systématique d'échantillons
- k Distribution des échantillons

- _____ 1. L'utilisation de techniques mathématiques de mesure pour calculer les résultats statistiques formels et quantifier le risque d'échantillonnage.
- _____ 2. Une méthode non probabiliste de sélection d'échantillons dans laquelle les items sont sélectionnés suivant des séquences mesurées.
- _____ 3. Un échantillon dont les caractéristiques sont identiques à celles de la population.
- _____ 4. Une méthode statistique non probabiliste d'évaluation des échantillons, qui donne lieu à une estimation de la proportion des items dans une population renfermant une caractéristique intéressante.